



Les entreprises publiques doivent être remises sur les rails de l'efficacité, estiment les experts-comptables tunisiens

Si l'Etat veut faire du social ou de la politique, il doit le faire autrement qu'à travers les entreprises publiques. Ces dernières doivent être réformées et remises sur les rails de l'efficacité, tel est le principal message adressé, vendredi 8 février, par les experts-comptables tunisiens.

Réunis dans le cadre d'un colloque sur "La stratégie de sauvetage des entreprises publiques en Tunisie : vision et rôle des experts comptables", organisé par l'Ordre des experts-comptables de Tunisie, ils ont estimé que le plan de sauvetage de ces entreprises doit impliquer davantage les experts comptables qui connaissent mieux que quiconque la réalité difficile de ces entités.

Selon le diagnostic qu'ils ont dressé, les difficultés traversées par les entreprises publiques sont essentiellement, dues au cadre juridique obsolète, à l'absence de vision sur le rôle de l'Etat, à une gouvernance défaillante du secteur public économique, aux sureffectifs dus à une augmentation économiquement infondée du nombre de salariés.

Les experts ont aussi, épinglé la baisse des recettes de ces entreprises, la difficulté d'ajuster les prix pour des raisons politiques, l'augmentation des dettes, les mouvements de protestation sociale et la faible exploitation des systèmes d'information.

Leur diagnostic met aussi, l'accent sur le vieillissement des outils d'exploitation et de production, la dominance du rôle social sur le rôle économique, la baisse de la productivité et de la discipline, mais aussi la nomination de responsables incompetents à la tête de certaines entreprises publiques, ce qui a engendré des erreurs de gestion aux conséquences graves.

Il faut cesser de donner les entreprises publiques en cadeau aux gens proches du pouvoir ou de s'en servir comme plateformes d'atterrissage pour les ministres et les hauts responsables licenciés a ainsi appelé l'expert-comptable, Jamel Sassi.

"Ces structures ont besoin d'un programme d'assainissement et de restructuration ainsi que d'une panoplie de solutions, sur la base d'une étude à mener au cas par cas. Certaines entreprises doivent être restructurées moyennant un allègement des effectifs de personnel, un rééchelonnement des dettes et une gouvernance appropriée. Pour d'autres, l'Etat doit absolument, recapitaliser en injectant des fonds dans le capital et en prenant à sa charge les dettes de l'entreprise afin de lui permettre de repartir du bon pied de façon durable. La recherche de partenariat avec le secteur privé sous forme de PPP ou de partenariat stratégique, voire la privatisation seraient également une solution pour certaines entreprises", a-t-il ainsi, considéré.

Trop d'entreprises publiques ou pas assez ?

Dans son intervention, l'expert comptable, Maher Gaida a surtout, souligné l'impératif de franchir les lignes rouges imposées par les uns et les autres quand il s'agit de réformer les entreprises publiques. "S'il y a une ligne rouge à se fixer, ce doit être l'intérêt du pays".

Toujours selon lui, " ceux qui pensent qu'on a trop d'entreprises publiques dans le pays ont tort. Par rapport à l'ampleur des projets à engager dans ce pays, il nous faut davantage d'entreprises publiques, mais des entreprises saines, efficaces, qui investissent, qui prennent les risques et qui tirent vers l'avant, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui".

Son avis était parfaitement partagé par l'expert comptable Nouredine Hajji qui estime que "toute stratégie de réforme doit être élaborée en fonction des différentes catégories d'entreprises publiques. Ainsi, des privatisations devraient être prévues pour les entreprises opérant dans des domaines concurrentiels. La levée du monopole accordé à certaines entreprises doit aussi être envisagée. Pour les entreprises opérant dans les secteurs foncièrement stratégiques pour l'Etat, il faut agir dans le sens d'une meilleure gouvernance et d'une meilleure qualité de services".

Source : WMC